

Traduction

LA DEFENSE :

Le 05.08.2021

M. Ziablitsev Sergei

Un demandeur d'asile privé
tous les moyens de subsistance par les crimes
des fonctionnaires de la France depuis de 18.04.2019
détenu arbitrairement le 23.07.2021 à 11h

bormentalsv@yandex.ru

Représentante :

l'association «CONTRÔLE PUBLIC»

n° W062016541

Site : www.contrôle-public.com
controle.public.fr.rus@gmail.com

LA COUR D'APPEL D'AIX-EN-PROVENCE

accueil.ca-aix-en-provence@justice.fr

CONTRE :

1. Le tribunal judiciaire de Nice
La juge de la liberté et de la détention
Mme Alice VERGNE
2. Le Préfet du département des Alpes Maritimes
3. Le procureur de Nice
4. Le Ministère public
5. La Cour d'appel de l'Aix-en-Provence
La juge de la liberté et de la détention
Mme Ghislaine POIRINE

REQUETE EN REVISION ET RECTIFICATION

Dossier N° RG21/01035-N° PORTALIS DBWR-W/B7F-NTPG - du TJ de Nice

Rôle N° RG 21/00695 - N° Portalis DBVB-V-B7F-BH3YR – de la CA Aix-en-Provence

Index

I.	Déni de justice flagrant	2
1.	Sur les questions clés Motifs de recours en rectification de la décision.....	2
2.	Sur le droit à l'assistance juridique violé	3
3.	Sur le droit de participation personnelle.....	5
4.	Sur la publicité de la procédure.....	6
5.	Sur le caractère contradictoire de la procédure.....	8
6.	Sur la motivation de la décision.....	10
7.	Sur le principe de la présomption d'innocence.....	12
8.	Sur le droit de l'examen de la décision par l'appel.....	12
9.	Sur la composition illégale du jugement.....	13
II.	Motifs de recours en rectification de la décision.....	14
III.	Motifs de révision de la décision.....	15
IV.	Pratique internationale en matière de révision.....	16.
V.	Demandes.....	17
VI.	Annexe	20

I. Déni de justice flagrant

1) Sur les questions clés

Je suis un demandeur d'asile légalement présent sur le territoire français, placé en détention illégale, sur la base des arrêtés falsifiés du préfet du département des Alpes-Maritimes ce

- qui est fondamentalement faux, puisque mon expulsion est interdite par les articles 32 et 33 de la Convention de Genève
- qui ne m'a pas été remis et donc notifié correctement pas par ma faute,
- qui ne m'a pas été remis en russe,
- qui ont perdu leur force juridique après l'initiation de nouvelles procédures dans le cadre de la demande d'asile le 9.07.2021 et le 10.07.2021

De plus, comme l'arrêté préfectoral ne m'a pas été remis et n'a pas remplacé l'attestation du demandeur d'asile, je suis légalement sur le territoire français dans les 30 jours suivant la fin de mon séjour, c'est-à-dire jusqu'au 12.08.2021.

Il s'ensuit que la privation de ma liberté est **un acte d'arbitraire** et de l'excès de pouvoir de la part du préfet et que la police, le parquet et les juges ne servent pas la loi mais le préfet, ce qui constitue une tentative du préfet sur l'ordre public français.

Traduction

«... le processus décisionnel est problématique lorsque les autorités nationales n'ont pas examiné la situation personnelle des requérants (...) » (par. 30 de l'Arrêt du 5 avril 18 dans l'affaire « Doktorov c. Bulgarie »).

2) Sur le droit à l'assistance juridique violé

Lorsque j'ai été privé de liberté, j'ai été complètement privé de l'aide juridique des avocats d'office. L'avocat en première instance m'a donné des conseils pour lequel il devrait être privé de son statut d'avocat pour incompétence et négligence. Bien que je lui ai récusé, la juge a refusé de le remplacer et de fournir me l'aide juridique.

L'avocat de la cour d'appel n'a pas rencontré avec moi, n'a pas communiqué avec l'aide de moyens techniques, ne m'a pas montré sa position écrite et pas convenu avec moi. De même, elle n'a pas présenté le dossier judiciaire ni à moi, ni à mes représentants élus – l'association, n'a pas défendu mon droit de participer à l'audience. Il n'est pas clair de la décision de la juge la position de l'avocat désigné, puisque les arguments de l'avocat **ne sont pas reflétés**. Peut-être qu'elle a demandé de me priver de liberté et la juge a satisfait son mémoire?

Par exemple, l'avocat en première instance était d'accord que j'ai été privé de liberté et me conseiller à demander au juge d'alléger mon sort pendant la préparation de mon expulsion par les autorités:

- demander de prendre en compte que je n'ai pas résisté à l'arrestation et
- je n'enregistrerai plus la présidente du tribunal administratif et les juges.

«... La présence physique d'un défenseur (...) **doit assurer la fourniture** d'un demandeur de l'aide efficace et spécifique, et non pas abstraite en raison de l'un seulement de sa présence (...)» (§ 182 de l'Arrêt de la CEDH du 05.02.19, l'affaire « Utvenko and Borisov v. Russia »).

Mais si j'ai déclaré la récusation de cet avocat sur les résultats de la conversation avec lui, alors je n'ai pas vu l'avocate Me Caroline BRIEX, je ne l'ai pas entendu, je n'ai pas lu sa position, je ne l'ai pas nommé pour me défendre, surtout à ma place, et je n'ai pas donné mon consentement à ma défense par elle. À en juger par les conséquences de sa participation et de ma non-participation, ainsi que par la violation de tous mes droits et de ceux de mes représentants élus, elle n'était pas l'expression de ma volonté.

« ... Toutefois, il était peu probable que le défenseur puisse "protéger" son client au sens du paragraphe 3, alinéa c), sans **qu'il y ait eu de rencontre préalable entre eux**. Cette dernière considération amène la Cour à conclure que les conditions énoncées à l'alinéa B du paragraphe 3 n'ont pas été respectées... » (par. 99 de l'Arrêt du 28 juin 1984 dans l'affaire *Campbell and Fell C. Royaume-Uni Kingdom*).

Par conséquent, aucune fonction de défense n'a été exercée par les avocats dans deux instances.

Traduction

L'assistance juridique fournie par les avocats français constitue une représentation inefficace qui engage «... la responsabilité de l'état en vertu de la Convention (...) » (par. 130 de l'Arrêt du 11.03.21 dans l'affaire *Feilazoo C. Malte*)

«... la faute ou l'incompétence d'un avocat peut engager la responsabilité de l'état concerné en cas de violation du paragraphe 3 d) de l'article 14 (...). » (par. 7.4 des constatations Du Comité des droits de l'homme du 25.03.11 dans l'affaire *Natalya Bondar V. Uzbekistan*).

Dans le contexte du manque d'aide des avocats, les juges ont violé mon droit à un représentant l'association « Contrôle public »

"... La Convention exige que "quiconque fait l'objet d'une accusation pénale et qui ne veut pas se défendre lui-même **ait la possibilité** de faire appel à un avocat **de son choix**" (...).(par. 99 de l'Arrêt du 28 juin 1984 dans l'affaire *Campbell and Fell C. Royaume-Uni Kingdom*)».

"...lorsque l'auteur s'est présenté à l'audience préliminaire sans représentant légal, le **juge d'instruction aurait dû informer l'auteur de son droit à une représentation juridique et lui assurer une représentation juridique s'il le souhaitait**. Par conséquent ... l'absence de représentation juridique de l'auteur à l'audience préliminaire constituait une violation du paragraphe 3 d) de l'article 14 du pacte " (Par.§§ 35, 37, 39, 41 - 43 dans l'Affaire *Vamvakas C. Grèce*» (§§ 35, 37, 39, 41 - 43), du 21.06.16 dans l'affaire *Vasenin C. Russie* (§146), du 08.12 20 dans l'affaire *Stafeyev C. Russie* (§§39 -42), etc.).

Je voulais que je sois représenté par une Association qui a toutes les informations sur ma situation et tous les documents, contrairement à un avocat d'office. Cependant, la décision ne mentionne pas du tout l'Association - mon représentant.

Déclaration N°1 <http://www.controle-public.com/gallery/D1MI.pdf>

« ... organisation non gouvernementale, ces entités étant créées précisément dans **le but de représenter et de défendre les intérêts de leurs membres** » (§ 79 de l'Arrêt de la CEDH du 14.01.2020 dans l'affaire «*Beizaras and Levickas v. Lithuania*»)

« Dans ce contexte, la Cour est convaincue que, compte tenu des circonstances de l'espèce et compte tenu de la gravité des allégations, elle aurait dû être ouverte à L'association LGL, dont les requérants étaient membres (Voir par.7 ci-dessus), et qui est une organisation non gouvernementale créée dans le but d'aider les personnes victimes de discrimination **à exercer leur droit à une défense, y compris devant les tribunaux, d'agir en tant que représentant des "intérêts" des requérants dans le cadre de la procédure** pénale interne (voir par. 29 et 55 ci-dessus). En conclure autrement reviendrait à empêcher que des allégations aussi graves de violation de la Convention ne soient examinées au niveau national. En effet, la Cour a jugé que, dans les sociétés modernes, le recours à des organismes collectifs tels que les associations est l'un des moyens accessibles, parfois les seuls, dont

Traduction

disposent les citoyens pour défendre efficacement leurs intérêts particuliers. En outre, le droit des associations d'intenter une action en justice pour défendre les intérêts de leurs membres est reconnu par la législation de la plupart des pays européens (*voir Gorraiz Lizarraga E. A. C. Espagne, no 62543/00, §§ 37-39, CEDH 2004 III, Voir aussi, mutatis mutandis, Centre for Legal Resources au nom de Valentin Câmpeanu, précité, §§ 101, 103 et 112, CEDH 2014, et la jurisprudence qui y est citée*). Toute autre conclusion, trop formaliste, rendrait inefficace et illusoire la protection des droits garantis par la Convention (...) » (§ 81 *ibid*)

Les conséquences juridiques de toutes les violations ci-dessus sont la **non-participation de la défense à l'appel**.

3) Sur le droit de participation personnelle

Une provocation a été organisée contre moi pour m'empêcher de participer à l'audience. Dans le même temps, le placement en garde à vue n'a pas empêché ma participation par vidéoconférence car il n'y a pas beaucoup de différence d'être privé de liberté dans un centre de rétention administratif ou dans une garde à vue.

Déclarations à la CA <http://www.controle-public.com/gallery/LC29.pdf>

<http://www.controle-public.com/gallery/DPart.pdf>

La décision de la juge de la cour d'appel ne justifie pas l'impossibilité d'assurer ma participation, les demandes sur cette question ne sont pas non plus examinées. Et donc je n'ai pas eu accès à la juge de la liberté.

Puisque la décision du tribunal de première instance est rendue sur la base des **documents falsifiés du préfet**, la victime de la falsification a le droit de participer personnellement à l'audience, d'examiner les preuves et d'interroger le préfet sur chaque document falsifié.

Selon l'art.14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

3. Toute personne accusée d'une infraction pénale a droit, en pleine égalité, au moins aux garanties suivantes

d) A être présente au procès et à se défendre elle-même ou à avoir l'assistance d'un défenseur de son choix; si elle n'a pas de défenseur, à être informée de son droit d'en avoir un, et, chaque fois que l'intérêt de la justice l'exige, à se voir attribuer d'office un défenseur, sans frais, si elle n'a pas les moyens de le rémunérer;

La juge a violé mon droit d'être présent en personne et mon droit d'être représenté par un conseiller de mon choix

Le refus de ma participation à l'audience a conduit à un autre acte judiciaire sur la base des preuves falsifiées.

« ... le droit du requérant de **participer effectivement** à la procédure et le droit à **l'égalité des parties** ont été limités **dans une mesure**

Traduction

incompatible avec les principes d'un procès équitable énoncés à l'article 6 de la Convention. En conséquence, il y a eu violation de l'article 6 § 1» (§38 de l'Arrêt du CEDH du 26.07.18 dans l'affaire «Bartaia v. Georgia»).

« ... le tribunal de première instance n'a pas **non seulement examiné les allégations de l'auteur ...** mais il a également **empêché l'auteur d'en parler devant le jury**. Compte tenu de ce qui précède, le Comité constate qu'en **l'absence d'enquête efficace sur ses allégations**, [...] il y a eu violation des droits de l'auteur au titre du paragraphe 3 de l'article 2 et de l'article 7 du pacte» (par. 9.2 des Constatations du Comité des droits de l'homme du 16 décembre 17 dans l'affaire Dmitry Tyan C. Kazakhstan).

4) Sur la publicité de la procédure

L'audience n'était pas publique, parce qu'il n'y avait ni le public ni moi. En outre, le processus n'a pas été enregistré et l'enregistrement vidéo n'est pas disponible pour le public. Je ne sais pas si la décision elle-même a été publiée, mais même si elle a été publiée, elle ne permet pas au public de conclure que la justice a été rendue, car la décision ne contient **aucun élément** de fait ni aucun argument de la défense.

Selon l'art.14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques

*1. Tous sont égaux devant les tribunaux et les cours de justice. Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement et **publiquement**.*

➤ **La déclaration des droits de l'homme et du citoyen**

Article 15.

- *La société a le droit de demander compte à tout agent public de son administration.*

Article 16

- *Toute société dans laquelle la garantie des droits n'est pas assurée ni la séparation des pouvoirs déterminée, n'a point de Constitution.*

« 11.6.9 La violation de l'art. 19 du Pacte réside dans le fait qu'en France, les Victimes n'ont pas le droit d'exercer un enregistrement audio et vidéo **de relations publiques, qui représentent d'intérêt public accru**, car ils définissent la légalité de l'activité des organes du pouvoir, qui est la base pour l'ensemble de l'iniquité, de l'arbitraire et de la corruption. Autrement dit, le contrôle du public sur les activités des autorités en France a été complètement annulé, ce qui a conduit la France à une véritable catastrophe, car la France est devenue une plate-forme idéale pour la collecte de Parasites du monde entier. Autrement dit, en raison **de l'absence totale de contrôle de la société sur les activités des autorités**, les autorités se sont détachées des intérêts du peuple et ont cessé d'exercer la fonction de protection de ces intérêts. En fait, les intérêts des autorités et les intérêts du peuple ne se chevauchent pas. Cela est dû au fait que les pots-de-Vin de la CEDH n'agissent pas dans l'intérêt du peuple français, mais dans l'intérêt du pouvoir criminel, ce **qui prouve** presque

Traduction

toutes les décisions rendues contre la France. Par conséquent, il est nécessaire de réexaminer ces décisions pour déterminer s'il existe **des signes de corruption** » (*Plainte N° 3311 Usmanov R. devant le CDH de 04.07.2021*)

« 35. La Cour a déjà constaté une violation de l'article 6 § 1 de la Convention par l'État défendeur en raison de l'absence d'accès public à une décision motivée dans une affaire civile dans laquelle seul le dispositif de la décision a été lu. Une audience publique, et le texte intégral de la décision a été préparé plus tard (*voir Ryakib Biryukov, mentionné ci-dessus, § § 28-46, and Malmberg and Others, no. 23045/05 and 3 others, § § 43-58, 15.01.2015*) (*l'arrêt du 15.06.2021 « KOSTETSKAYA v. RUSSIA »*)

39. Il s'ensuit que l'objectif poursuivi par l'article 6 § 1 dans ce contexte, à **savoir assurer le contrôle public sur le système judiciaire afin de protéger le droit à un procès équitable**, n'a pas été atteint en l'espèce. Les arguments des tribunaux qui expliqueraient pourquoi les demandes du requérant ont été rejetées **n'étaient pas accessibles au public**. (*ibid.*)

40. Il y a donc eu violation du paragraphe 1 de l'article 6 de la Convention. (*ibid.*)

« Si les décisions des tribunaux des deux instances ... ont été annoncées publiquement, comme l'exige l'article 6 § 1 de la Convention (...) » (*§ 20 (4) Décision sur la communication de 19.03.19 sur l'affaire «Yelena Valeryevna Prokhorova and Vladimir Alekseyevich Tumanov v. Russia»*).

«... l'obligation de présenter les motifs de la décision constitue une garantie procédurale essentielle, conformément au paragraphe 1 de l'article 6 de la Convention, en ce qu'elle démontre aux parties que **leurs arguments ont été entendus, leur donne la possibilité de faire objection à la décision** ou de faire appel de celle-ci et **sert également à étayer les motifs de la décision au public** (...)» (*§116 de l'Arrêt du 3.12.17 dans l'affaire « Dmitriyevskiy c. Russie»*)

«(...) L'objectif visé au paragraphe 1 de l'article 6 dans ce contexte, à savoir que **le public exerce un contrôle sur le système judiciaire** afin de garantir le droit à un procès équitable, **n'a pas été atteint** dans l'affaire des requérants» (*§ 31 de l'Arrêt du 09.06.20 dans l'affaire «Kargina and Others v. Russia»*).

« Lors de l'examen de ces affaires, il incombe à la Cour de déterminer que la procédure dans son ensemble a été équitable, comme l'exige l'article 6 § 1. Outre les considérations ci-dessus, la Cour estime qu'il est pertinent d'apporter les considérations suivantes concernant les plaintes spécifiques du requérant (voir les paragraphes 53 et 54 ci-dessus). Il réaffirme que, dans son évaluation de la conformité de la procédure en question avec le principe de l'égalité des armes, qui est une caractéristique du concept plus large d'un procès équitable, **une grande importance est accordée aux comparaisons et à la sensibilité accrue du public à l'administration équitable de la justice** » (*§ 75 de l'Arrêt de la CEDH du 29.11.16 dans l'affaire «Carmel Saliba v. Malta»*).

Traduction

5) Sur le caractère contradictoire de la procédure

5.1 L'absence totale d'arguments de la défense dans la décision indique le non-respect délibéré par le professionnel du droit - la juge Mme Ghislaine POIRINE du principe de l'administration de la justice - contradictoire des parties.

Appel <http://www.controle-public.com/gallery/RA27.07.pdf>

Position <http://www.controle-public.com/gallery/PA28.pdf> (annexe 3)

Déclaration N°22 <http://www.controle-public.com/gallery/D22CA.pdf> (annexe 4)

Déclaration N°23 <http://www.controle-public.com/gallery/D%2023RR.pdf> (annexe 5)

Les allégations du requérant selon lesquelles il existe des motifs légitimes de séjour en France pendant la période considérée «... sont probablement fondées sur des facteurs **qui n'ont pas été dûment examinés par les tribunaux nationaux (...)** » (par. 24 de l'Arrêt du 8 décembre 20 dans l'affaire Sargsyan C. Russie).

En fait, la participation de la défense a été annulée par la juge.

5.2 La juge n'a pas garanti, en personne ou par l'intermédiaire de l'avocate d'office, mon droit et celui de ma défense élue de prendre connaissance du dossier dans son intégralité.

L'organe de décision " ... doit informer l'accusé **de tous les éléments de preuve recueillis** et, avant que la peine ne soit prononcée, donner à l'accusé **la possibilité de présenter ses moyens de défense.** ... »
(Par. 57 de l'Arrêt du 20.09.16 dans l'affaire Karelin C. Russie)

Selon l'art.14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

3. Toute personne accusée d'une infraction pénale a droit, en pleine égalité, au moins aux garanties suivantes:

b) A disposer du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense et à communiquer avec le conseil de son choix;

5.3 J'ai demandé la convocation du préfet et du représentant de l'OFII pour qu'ils soient interrogés devant la cour sur les raisons de la violation de mon droit d'obtenir des documents dans le cadre des procédures engagées de demande d'asile.

La décision n'indique pas les raisons pour lesquelles mon droit d'interroger les personnes qui m'accusent sciemment faux d'une infraction administrative n'a été pas garanti en violation de p. 3 d) de l'art. 6 de la Convention européenne des droits de l'homme et p.3 d) de l'art.14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Selon l'art.14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Traduction

3. Toute personne accusée d'une infraction pénale a droit, en pleine égalité, au moins aux garanties suivantes :

a) A être informée, dans le plus court délai, **dans une langue qu'elle comprend et de façon détaillée**, de la nature et des motifs de l'accusation portée contre elle;

Ni l'arrêtés préfectorales qui sont la base des décisions des juges de me priver de liberté, ni les décisions judiciaires ne sont traduites en russes. Par conséquent, les actes judiciaires sont rendus en violation de cet article et abritent les violations du préfet, ainsi que les juges elles-mêmes ont violé cette règle de droit.

« ... le paragraphe 3 (e) de l'article 6 garantit le droit à l'assistance gratuite d'un interprète. **Ce droit s'étend non seulement aux déclarations orales** faites lors d'une audience, mais **également aux documents et aux procédures préalables au procès**. Cela signifie qu'un accusé qui ne comprend pas ou ne parle pas la langue utilisée à l'audience a **droit à l'assistance gratuite d'un interprète pour traduire ou interpréter tous les documents ou déclarations dans les procédures engagées contre lui qu'il a besoin de comprendre ou de traduire dans la langue. pour profiter d'un procès équitable** (...). En outre, l'assistance apportée à l'interprétation doit être telle que l'accusé puisse prendre connaissance du dossier qui lui est soumis et se défendre, notamment en ayant la possibilité de présenter sa version des faits devant le tribunal (...) (§ 49 du l'arrêt du 14.01 dans l'affaire Baytar c. Turquie). En outre, tout comme l' **assistance d'un avocat, les services d'un interprète doivent être fournis au stade de l'enquête**, sauf s'il peut être démontré qu'il existe des raisons impérieuses de restreindre ce droit (...) (§ 50 ibid.). ... Une personne en garde à vue a certains droits, comme le droit de garder le silence ou d'avoir un avocat. Une décision d'exercer ou de renoncer à de tels droits ne peut être prise que si la personne concernée comprend clairement les accusations afin qu'elle puisse considérer les enjeux de la procédure et évaluer l'opportunité d'une telle renonciation (§ 53 ibid.). (...) étant donné que la requérante n'a pas pu obtenir une traduction des questions qui lui ont été posées et n'était pas au courant aussi précisément que possible des charges retenues contre elle, elle n'a pas été placée dans une situation lui permettant d'apprécier pleinement les conséquences de sa prétendue renonciation à son droit de garder le silence ou à son droit de se faire assister par un avocat et ainsi de bénéficier de la large gamme de services qu'un avocat peut fournir. **Dès lors, il est douteux que le choix opéré par le requérant sans l'assistance d'un interprète ait été pleinement éclairé** (paragraphe 54 ibid.). ... ce vice initial a donc eu des implications pour d'autres droits qui, bien que différents du droit prétendument violé, lui étaient étroitement liés et ont porté atteinte à l'équité de la procédure dans son ensemble (§ 55 ibid.). (...) des déclarations obtenues par la police sans l'assistance d'un interprète ont également été utilisées dans la condamnation du requérant (§ 58 ibid.). Enfin, eu égard à ses implications pour l'équité du procès dans son ensemble, le fait que la **requérante n'ait pas fourni d'interprète lors de sa garde à vue a emporté violation de l'article 6 § 3 e) de la Convention combiné avec l'article 6 § 1** » (§ 59 ibid.).

6) Sur la motivation de la décision

Selon l'art.14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques

*1. Tous sont égaux devant les tribunaux et les cours de justice. Toute personne a droit à ce que sa cause **soit entendue** équitablement et publiquement.*

La décision présente **un vice de motivation**, de sorte que ne reflète pas

- les circonstances réelles de l'affaire,
- le statut de demandeur d'asile,
- la dépendance totale à l'égard d'un demandeur d'asile par les autorités et de leur bon fonctionnement (la réponse opportune à la demande du demandeur, le logement, allocation, les documents, les procédures prévues par la loi, dans le cadre de demandes d'asile),
- d'un mauvais fonctionnement de l'OFII, des tribunaux, de préfet,
- de l'exécution de toutes les procédures par le demandeur en temps opportun,
- légitimité de son séjour sur le territoire de la France au moment de son arrestation, de détention et jusqu'au 12.08.2021, **indépendamment des autres facteurs**.

Puisque tous ces éléments sont essentiels à l'examen de l'affaire et ont été décrits en détail par la partie à la défense, leur non-expression dans le jugement est une **falsification** par la juge d'un acte judiciaire entraînant un préjudice irréparable- la privation de liberté et la menace d'expulsion vers la Russie : la torture, la privation de liberté, les traitements inhumains sur la base du défenseur des droits de l'homme.

Le non-examen des arguments est **l'établissement d'une norme de preuve inaccessible**. Cela constitue à son tour une violation flagrante du droit fondamental **d'être entendu** et une violation cynique des exigences du paragraphe 1 de l'article 14 du pacte, du paragraphe 1 de l'article 6 de la Convention et du paragraphe 2 " a " de l'article 41 de la Charte

Étant donné que les principales questions qui déterminent les faits de l'affaire n'ont pas été abordées et que ces questions n'ont pas reçu de réponses claires et précises avec des motifs pour lesquels mes arguments ont été rejetés, **un déni de justice flagrant a été commis**.

L'absence d'arguments de la partie de défense dans l'acte judiciaire est la preuve du refus de la défense d'accéder au juge. Dans ce cas, cela vaut à la fois pour la première et pour la deuxième instance.

Mais comme l'appel a fait état des violations commises par la juge de première instance, la commission des violations similaires par la juge de deuxième instance aggrave sa culpabilité.

Traduction

La décision **doit être** " ... basée sur **une évaluation minutieuse de toutes les preuves et faits établis au cours de l'enquête (...)** » (§ 79 de l'Arrêt de la CEDH du 15.11.18 dans l'affaire «V.D. v. Croatia (N° 2)», de l'Arrêt de la CEDH du 29.11.16 dans l'affaire «Carmel Saliba v. Malta» (§§ 64, 65, 73), du 18.12.18 dans l'affaire «Murtazaliyeva v. Russia» (§ 157), du 03.10.19 dans l'affaire «Fleischner v. Germany» (§ 38), du 02.04.20 dans l'affaire «Mazahir Jafarov v. Azerbaijan» (§ 40))

Puisque la décision n'est pas conforme aux faits, aux lois applicables, aux preuves

«était sciemment fondée sur des faits inexacts (...) » (par. 188 de l'Arrêt du 12 avril 18 dans l'affaire Chim et Przywieczerski C. Pologne »)

« Les motifs du juge doivent être **soigneusement** formulés » (l'Arrêt de la CEDH du 13.09.2011 N 35730/07 dans l'affaire « Ashendon et Jones C. Royaume-Uni »)

«Plus frappant encore, la cour suprême **n'a pas tenu compte**, dans les trois procès, **des arguments avancés par les requérants en appel(...)** » (§ 40 de l'Arrêt de la CEDH du 22.06.21 dans l'affaire «Maymago and Others v. Russia»)

Puisque les conclusions de la juge **n'ont aucun lien avec les faits à établir**, les règles de droit applicables et l'issue de l'affaire, la décision est le résultat d'une violation de l'essence même du droit à un procès équitable, une violation flagrante du paragraphe 1 de l'article 14 du Pacte, du paragraphe 1 de l'article 6 de la Convention et du droit à une **bonne administration**, qui doit être protégé par les exigences interdépendantes des articles 41 et 47 de la Charte

La défense – moi et l'association « Contrôle public » - accuse la juge à la falsification de la décision le 29.07.2021.

Déclaration N°23 <http://www.controle-public.com/gallery/D%2023RR.pdf>

«Le juge ... a exercé ses pouvoirs en contradiction flagrante avec les garanties procédurales prévues par la Convention. Par conséquent, sa décision [...] est **incompatible avec la protection générale contre l'arbitraire garantie par [...] la Convention** » (par. 89 de l'Arrêt du 9 mars 2006 dans l'affaire Menesheva C. Russie ; Arrête de la CEDH du 28.03.17. dans l'affaire " Volchkova et Mironou c. Russie»).

7) Sur le principe de la présomption d'innocence

Selon l'art.14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Traduction

2. *Toute personne accusée d'une infraction pénale est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie.*

Le principe de la présomption d'innocence oblige le préfet, en tant que partie à l'accusation, à réfuter les arguments de la défense. Cependant, aucune réfutation par le préfet n'a été faite dans les deux instances.

Reproduisant l'accusation du préfet et en ignorant le fait ne pas réfuter les arguments de la défense, les juges ont violé le principe de la présomption d'innocence, le principe du contradictoire et de l'égalité des armes, ainsi que le principe de l'indépendance de la cour.

« IV. Le fait que le demandeur **ait refusé de fournir des éléments de preuve** malgré l'invitation de la Chambre peut être considéré comme un indice indiquant que de tels éléments de preuve pourraient ne pas corroborer la version des faits présentés (3.6)» *(Décision de la Chambre de recours technique 3.3.5, en date du 23 février 2001 T 428/98 - 3.3.5)*
<https://www.epo.org/law-practice/case-law-appeals/pdf/t980428fp1.pdf>

En l'espèce, le préfet a refusé de fournir la preuve de la légalité de ses actions et arrêtés en réfutant mes arguments.

« La Cour tient compte aussi des difficultés objectives que présentait pour le requérant l'apport d'éléments à l'appui de son allégation, les faits en cause étant exclusivement connus des autorités. **Cette allégation est largement étayée par la présomption, qui a été confirmée par la Cour dans l'arrêt Iskandarov (...)** et **qui n'a pas été réfutée en l'espèce (...)** » *(§201 de l'Arrêt du 25.04.2013 dans l'affaire « Savriddin Dzhurayev c. Russie »)*

« La Cour souligne que l'exactitude des informations fournies par le troisième requérant **n'a jamais été mise en doute**; il n'a jamais été allégué que les informations en question étaient incomplètes, ou que le troisième requérant avait sciemment déformé des détails (...) ». *(§38 de l'Arrêt de la CEDH du 22.06.2021 dans l'affaire « Maymago and Others v. Russia »)*

«... la légalité et la validité de ces décisions **dépendent entièrement de la crédibilité** des preuves qui les fondent. Par conséquent, une décision rendue sur **des preuves falsifiées ne peut pas rester en vigueur.** ...» *(Décision de la Cour Suprême du 11.01.06 dans l'affaire N° N 66-005-123)*

8) Sur le droit de l'examen de la décision par l'appel

Selon l'art.14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

5. *Toute personne déclarée coupable d'une infraction a le droit de faire examiner par une juridiction supérieure la déclaration de culpabilité et la condamnation, conformément à la loi.*

Traduction

L'examen de l'appel est exprimé dans l'examen de ses arguments par une instance d'appel, qui est soumise à toutes les garanties de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme et de l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Étant donné que la décision du 29.07.2021 ne contenait aucune indication de l'examen de l'appel et de la position de l'appelant, la procédure de l'**examen** n'était pas disponible, elle a été imitée.

«La règle de la divulgation des éléments de preuve à l'appui oblige l'accusation à soumettre ces éléments à la cour. Dans le même temps, cette règle n'a aucun sens si les tribunaux sont autorisés à **laisser ces preuves sans examen** et même à ne pas **les mentionner dans leurs jugements**» (§ 201 de l'Arrêt du CEDH du 27.03.14, «*Matytsina c. Fédération de Russie*»)

«... sans examen des cas individuels et sans donner aux auteurs un recours utile pour contester leur expulsion, **la possibilité de présenter des arguments** contre son expulsion et **de passer l'examen** de leur cas par l'autorité compétente, équivaut à **une violation** de l'article 13 du Pacte» (p. 7.7 de la *Considérations du CDD de 21.07.20, l'affaire « A. G. and Others v. Angola »*)

« ... la vérification d'un juste équilibre nécessite une étude approfondie des différents intérêts concernés et peut nécessiter **une analyse du comportement des parties, des moyens utilisés par l'état et de leur application...** (...) » (par. 98 de l'Arrêt du 16 décembre 18 dans *l'affaire Jidov et autres c. Russie*)

Puisque le droit d'appel n'a pas été garanti par la cour d'appel, le réexamen de l'affaire doit être effectué dans la même instance par une autre composition de la cour.

9) Sur la composition illégale du jugement

Selon l'art.14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

1. *Tous sont égaux devant les tribunaux et les cours de justice. Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement **par un tribunal compétent, indépendant et impartial, établi par la loi.***

- 9.1 J'ai déposé une demande de garantie de mes droits par le juge et en cas de refus de les garantir, c'est-à-dire de violation de mes droits par le juge, je l'ai récusé.

La juge a violé mes droits et a ignoré la récusation.

Traduction

Premièrement, la violation des droits d'une partie par un juge, et intentionnelle selon mes requêtes, est un signe objectif de partialité.

Deuxièmement, la violation de mes droits par la juge me donne le droit de la poursuivre. Par conséquent, elle en tant que défendeur ne peut pas examiner l'affaire pour des raisons objectives. Si j'étais présent à l'audience, je lui aurais intenté une action en justice.

Puisque l'avocate d'office ne l'a pas fait, elle ne reflétait pas ma position et, par conséquent, la défense était généralement absente dans l'audience.

- 9.2 Le fait de ne pas refléter dans la décision la position de la défense et de refléter la position falsifiée du préfet – la partie d'accusation, ainsi que le prononcé de la décision sur la base de la preuve inadmissible (les arrêtés du préfet non traduite en russe), même si ne pas ne prendre toutes les autres circonstances en compte, indique clairement la partialité, l'intérêt et la dépendance de la juge.

«Le droit à un acte ou à un recours doit être exercé à partir du moment où les personnes concernées **peuvent réellement comprendre** ... des décisions qui leur imposent une charge ou risquent de porter atteinte à leurs droits ou intérêts légitimes. La notification, en tant **qu'acte de communication entre** ... l'autorité et les parties, sert à informer la décision, **ses fondements et ses motifs, afin que les parties aient la possibilité de faire appel** (...)» (§ 45 de l'Arrêt du 26.01.17 dans l'affaire «*Ivanova et Ivashova c. RF*»).

«...dans tous les cas où le droit interne confère à une autorité judiciaire une fonction judiciaire, les garanties sont applicables énoncées dans la première phrase du paragraphe 1 de l'article 14 du Pacte, à savoir le droit **à l'égalité devant les cours et tribunaux**, en vertu de laquelle il doit respecter les principes **d'impartialité, de justice et d'égalité** énoncés dans cette position (...)» (p. 11.10 *Considérations du COMITÉ de 26.07.19, l'affaire « I. A. v. Lithuania »*).

II. Motifs de recours en rectification de la décision.

En vue de l'article R833-1 du Code de justice administrative - Le recours en rectification d'erreur matérielle.

«Lorsqu'une décision d'une cour administrative d'appel ou du Conseil d'Etat est entachée **d'une erreur matérielle** susceptible d'avoir exercé une influence sur le jugement de l'affaire, la partie intéressée peut introduire devant la juridiction qui a rendu la décision un recours en rectification. Ce recours doit être présenté dans les mêmes formes que celles dans lesquelles devait être introduite la requête initiale. Il doit être introduit dans un délai de deux mois qui court du jour de la notification ou de la signification de la décision dont la rectification est demandée.»

Traduction

Les règles de droit applicables dans cette affaire sont indiquées dans mes appels et positions. Tous ne sont pas appliqués par les juges sans explication, c'est-à-dire arbitrairement.

Par conséquent, la question sera soumise à une révision en vue de l'application de la législation sur les pratiques.

Je suis légalement sur le territoire français et la détention est la vengeance criminelle du préfet M. B. Gonzalez qui déteste la légalité, l'égalité de tous devant la loi et le contrôle public qui exerce mon association.

III. Motifs de révision de la décision.

« (...) La cour réitère à cet égard que la conséquence fondamentale de l'état de droit est que les droits consacrés par la législation doivent être efficaces et pratiques, et non théoriques et illusoire » (§39 de l'Arrêt de la CEDH du 22.06.2021 dans l'affaire «Maymago and Others v. Russia »)

En vue du p.3° de l'article R834-1 du Code de justice administrative - Le recours en révision

1° *Si elle a été rendue sur pièces **fausses***

3° *Si la décision est intervenue sans qu'aient été observées les dispositions du présent code relatives **à la composition de la formation de jugement, à la tenue des audiences ainsi qu'à la forme et au prononcé de la décision***»

- 1) La décision a été prise sans respecter les dispositions du code administratif concernant la composition **de la formation de jugement, la tenue des audiences** (voir p. ci-dessus 1.9)

« (...) **la légalité de la mesure contestée, les garanties procédurales qui l'accompagnent et la manière** dont les autorités nationales ont agi » (§ 65 de l'Arrêt de la CEDH du 22.12.20 dans l'affaire «Usmanov v. Russia») »

« (...) le critère des «conséquences» pour déterminer s'il y a eu atteinte aux droits du requérant, puis le critère de l'arbitraire pour déterminer s'il y a eu violation ... de la Convention.(...)» (§ 53 de l'Arrêt du 22.12.20 dans l'affaire «Usmanov v. Russia»).

Pour déterminer l'arbitraire, il convient de vérifier

«(...) si la mesure contestée était conforme **à la loi; si elle était accompagnée des garanties procédurales nécessaires**, y compris si la personne avait **la possibilité de faire appel** de la décision devant les tribunaux offrant les garanties appropriées; et si les autorités avaient agi de bonne foi et rapidement (...)» (§§ 54, 63 *ibid*)

Le droit d'appel n'a pas été garanti par la cour d'appel elle-même.

- 2) La décision à examiner a été rendue sur la base de **preuves falsifiées** du préfet et la décision elle-même a été falsifiée par la juge en dissimulant tous les arguments de la défense, en ne spécifiant pas les lois applicables.

Traduction

Les décisions falsifiées sont réexaminées dans une procédure de révision et non de cassation.

IV. Pratique internationale en matière de révision

«La correction d'une erreur judiciaire ... vise à rétablir la légalité et la justice (...)» (alinéa 6 p. 5 de la partie motivationnelle de la Décision de la Tribunal constitutionnel de FR N° 22-II du 17.10.11).

Le droit international me garantit le droit de révision et rectification en ce cas :

« 62. la Cour a dit que l'exigence de sécurité juridique n'est pas absolue. Des considérations comme la survenance de faits nouveaux, **la découverte d'un vice fondamental dans la procédure précédente de nature à affecter le jugement intervenu** ou la nécessité d'accorder réparation, notamment dans le cadre de l'exécution des arrêts de la Cour, **plaident en faveur de la réouverture d'une procédure**. Dès lors, la Cour a jugé que la simple possibilité de rouvrir une procédure pénale est à première vue compatible avec la Convention » (*Nikitine c. Russie*, no [50178/99](#), §§ 55-57, CEDH 2004-VIII) » (§ 62 de l'Arrêt du 11.07.2017, l'affaire «*Moreira Ferreira c. Portugal (N° 2)*»)

« 63. C'est ainsi que la Cour a estimé qu'une condamnation qui **ne tient pas compte des éléments de preuve déterminants constitue une telle erreur judiciaire, dont le non-redressement peut porter gravement atteinte à l'équité, à l'intégrité et à la réputation auprès du public des procédures judiciaires** (*Lenskaïa c. Russie*, no [28730/03](#), §§ 39 et 40, 29 janvier 2009, et *Giuran c. Roumanie*, no [24360/04](#), § 39, CEDH 2011 (extraits)). De même, la Cour a considéré que la confirmation, à l'issue d'une procédure de révision, du bien-fondé d'une condamnation prononcée en violation du droit à un procès équitable **constitue une erreur d'appréciation qui perpétue cette violation** (*Yaremenko c. Ukraine (no 2)*, no [66338/09](#), §§ 52-56 et 64-67, 30 avril 2015).(...) » (§ 63 *ibid*)

« 25. En fait, la Convention tolère en principe la réouverture des jugements définitifs si de nouvelles circonstances sont découvertes. Par exemple, l'Article 4 du Protocole N° 7 autorise expressément l'État à **corriger les erreurs judiciaires. Un verdict ignorant des preuves clés peut bien constituer un déni de justice**. Cependant, le pouvoir de révision devrait être exercé **pour corriger les erreurs judiciaires et un déni de justice**, et ne pas être traité comme un "appel déguisé" » (voir *Ryabykh c. Russie*, no [52854/99](#), § 52, CEDH 2003-IX). » (l'Arrêt du 12.07.2007 l'affaire *VEDERNIKOVA c. Russie*)

« ...si le requérant a été **victime d'une violation du droit à un procès équitable** garanti par l'article 6 de la Convention, il doit, dans la mesure du possible, **rétablir la situation qui aurait existé si les dispositions de cet article n'avaient pas été violées**. Le réexamen de l'affaire est le moyen le plus approprié de rétablir le droit **dans le cas où la violation est due à des erreurs de procédure et à des insuffisances d'une nature si grave qu'il permet de douter de l'équité de l'issue de**

Traduction

L'affaire en litige (...). L'exclusion complète du demandeur d'un processus dans lequel il est partie, sans lui accorder aucune compensation de possibilités est **une violation du droit à un procès équitable et remet en question l'issue de l'affaire (...)** » (Par. 25 de l'Arrêt du 20.03.18 dans l'affaire « Igranov et Autres C. Russie »)

"...S'il y a lieu de réexaminer l'affaire, le départ du pays est suspendu jusqu'à la fin de la nouvelle audience. La Commission désigne également un avocat représentant le demandeur d'asile» (par. 6.3 des Constatations du Comité des droits de l'homme du 14 décembre 19 dans l'affaire « M. M. c. Danemark »).

Le principe de « **bonne administration** " ...exige que, dans les cas où une question d'intérêt général est en jeu, en particulier lorsque la question porte atteinte aux droits fondamentaux de l'homme, ... les autorités publiques agissent en temps voulu, de manière appropriée et surtout cohérente (...) (par. 43 de l'Arrêt du 4 mars 21 dans l'affaire Borisov c. Ukraine).

Le principe de « **bonne administration** » ne devrait généralement pas empêcher les autorités **de corriger les erreurs occasionnelles, même celles résultant de leur propre négligence** (...). Toutefois, le risque de toute erreur commise par une autorité publique incombe à l'état lui-même et les erreurs ne doivent pas être corrigées aux frais des intéressés (...) » (par.44 *ibid.*).

V. Demandes

PAR CES MOTIFS et tous autres à produire, déduire ou suppléer, même d'office, vu

- le Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile
- le Code de justice administrative,
- le Règlement (UE) n°604/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013,
- la Directive (UE) n°2013/33/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013,
- le Pacte international relatif aux droits civils et politiques,
- la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne,
- la Convention européenne des droits de l'homme
- les art. 1, 16 de la Convention contre la torture
- l'Observations générales N°32 du Comité des droits de l'homme
- la Charte européenne *Sur le statut des juges*
- Observation générale N°2 : Application de l'article 2 par les États parties (CONVENTION CONTRE LA TORTURE ET AUTRES PEINES OU TRAITEMENTS CRUELS, INHUMAINS OU DÉGRADANTS)
- Principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à réparation des victimes de violations flagrantes du droit international des droits de l'homme et de violations graves du droit international humanitaire

Traduction

- Les art. [L141-1](#), [L141-2](#), [L141-3 du Code](#) de l'organisation judiciaire
- l'art. 35 de la Convention contre la corruption
- La pratique des organes internationaux de défense des droits de l'homme citée ci-dessus

Sur la base de ce qui précède, la défense demande de

1. RÉVISER mon cas sur la base du droit international et de protéger les droits garantis par ces normes (*p. 10.4 de la Considérations du COMITÉ de 20.10.98, l'affaire « Tae Hoon Park v. Republic of Korea », § 27 de l'Arrêt du 17.05.18, l'affaire « Ljatifi v. the former Yugoslav Republic of Macedonia »*).

« ...la jurisprudence en tant **que source du droit favorise** le développement progressif ... du droit. Comprendre les règles ... de la responsabilité implique une interprétation cohérente d'une affaire à l'autre par la jurisprudence. Pour qu'elle soit conforme à la Convention, **il faut que les résultats de l'interprétation soient conformes à la nature de l'infraction et que la décision soit raisonnablement prévisible**» (*par.36 de l'Arrêt du 22 décembre 1995 dans l'affaire S. W. C. the United Kingdom*»)

2. RÉVISER l'ordonnance du 29.07.2021 dans 24 h.

«Pour être efficace, le recours doit être capable **de remédier directement à la situation contestée** et avoir des perspectives de succès raisonnables (...)» (*§ 116 de l'Arrêt de la CEDH du 23 février 1916 dans l'affaire Mozer C. Moldova et Russie*).

3. EXAMINER toutes les demandes présentées avant l'audience le 29.07.2021, à l'appel et prendre des décisions motivées à leur sujet.
4. ASSURER la participation la défense élue via une communication vidéo via Skype *rafael.19563* - le défenseur des droits humains M. Usmanov Rafael, représentant de l'association « Contrôle public » ce qui peut être fournie par M. Ziablitsev à l'aide de **son smartphone, qui devra lui être restitué.**

« ... la question centrale dans la présente affaire est la capacité du requérant à utiliser des témoins et les tribunaux pour examiner leur témoignage **d'une manière qui est raisonnablement égale à celle de l'accusation** (§ 120 de l'arrêt du 27.10.11 dans l'affaire « Ahorugeze c. Suède »). ... L'obtention de preuves **par liaison vidéo est conforme à l'article 6 de la Convention** (...). Par ailleurs, compte tenu des modifications législatives prévoyant des modes alternatifs de déposition, la Cour ne voit aucune raison de conclure que les témoignages ainsi obtenus seront appréciés par les tribunaux d'une manière incompatible avec le respect de l'égalité des armes »

Traduction

(§ 122 *ibid.*, Également prescrit au paragraphe 2 "b" de l'article 32 de la Convention des Nations Unies contre la corruption, paragraphe 1 de l'article 27 de la Déclaration universelle, paragraphe 1 "b" de l'article 15 du Pacte relatif aux droits économiques, Observation générale du CDESC No. 25, paragraphe 3 de l'article 2, paragraphe Article 14, paragraphe 2, Article 19 du Pacte, paragraphe 15 du HRC Observations générales No. 34, paragraphe 34 du HRC Observations générales No. 37, paragraphes 13.6, 13.7 de le HRC Views of 24.07.19 affaire « Yury Orkin c. Russie », paragraphe 1 de l'article 6, articles 10, 13 de la Convention, paragraphes 26, 27, 53, 63 du préambule, paragraphe 2 de l'article 7, paragraphe 2 « b » Article 17, paragraphes 3« a »,« b » Article 23 de la directive 2012/29/CE du Parlement européen et du Conseil de l'UE relative à l'établissement de normes minimales pour les droits, le soutien et la protection des victimes de crime, ainsi que le remplacement de la décision-cadre n° 200 1/220 / LDPE du Conseil de l'UE du 25.10.12, p. 1, 3 de la section « Réunions, association et participation » des Recommandations n° CM/REC (2014) 6 du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe « Sur les Lignes directrices sur les droits de l'homme pour les internautes », adoptées le 16.04.2019. 2014, même sens dans les arrêts du 11.12.08 dans l'affaire *Mirilashvili c. Russie* "(§§ 134, 136), du 15.12.15 dans l'affaire" *Schatschaschwili c. Allemagne* » (§ 138), du 14.11.13 dans l'affaire« *Kozlitin c. Russie* "(§ 70), du 02.10.18 dans l'affaire" *Bivolaru c. Roumanie* (n°2)» (§§ 138, 139), du 14.01.20 dans l'affaire« *Khodorkovskiy et Lebedev c. Russie* (n° 2) » (§§ 447, 457, 506), du 08.06.21 dans l'affaire« *Dijkhuizen c. Pays-Bas* "(§ 53), etc., Décision de la Cour suprême de la Fédération de Russie du 08.06.16 dans les affaires n° 19-APU16-5, Décision de la sixième Cour de cassation de compétence générale du 26.10.20, dans l'affaire n° 88-21045 / 2020, Arrêt en appel de la Cour suprême de la République de Mari El du 15.07.20, dans l'affaire n° 22-549 / 2020, etc.).

5. RÉVISER la décision du 29.07.2021 en garantissant mes droits procéduraux à la traduction de documents, à la fourniture d'explications, au droit d'être entendu, à l'enregistrement d'une procédure publique, à une composition du jugement impartiale.
6. RECONNAÎTRE la législation française et les pratiques consistant à ne pas établir de procès-verbaux des audiences et leur enregistrement comme base de la corruption et de l'arbitraire, c'est-à-dire par nature criminelle.
7. RECONNAÎTRE la procédure d'examen les appels par la Cour d'appel d'Aix-en-Provence comme n'a pas conformée à des principes d'un procès équitable et ses décisions ne sont pas conformes à *la Conclusion N ° 11 de la CCE Sur la qualité des décisions judiciaires (CCJE (2008) Op. N ° 5)*, adopté à Strasbourg le 18.12.08, ce qui permet des juges de **falsifier des preuves et des décisions**, violant du droit fondamental des Victimes.
8. ÉLIMINER les restrictions imposées par la législation nationale et la pratique au droit à un procès équitable incompatibles avec les articles 2, 14, 26 du Pacte

Traduction

international relatif aux droits civils et politiques, les articles 6, 13, 14 de la Convention européenne des droits de l'homme, les articles 21, 21, 47 de la Charte européenne des droits fondamentaux identifiés dans cette affaire.

9. RECONNAÎTRE la violation l'art. 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et l'art. 5 de la Convention européenne des droits de l'homme.

VI. Annexes

1. Ordonnance du TJ de Nice du 26.07.2021
2. Ordonnance de la CA d'Aix-en-Provence du 29.07.2021
3. Position à l'audience
4. Déclaration N°22
5. Déclaration N°23
6. Mandat de l'association «Contrôle public»
7. Attestation d'un demandeur d'asile

M. ZIABLITSEV Sergei avec l'aide de l'association « Contrôle public »

